

L'ÉNERGIE BIEN NATIONAL **PILIER DE LA RÉPUBLIQUE**

Depuis une semaine et à la suite de l'alerte de RTE, les annonces gouvernementales vont bon train concernant la situation difficile que va connaître le pays en matière d'approvisionnement électrique.

Cela intervient au moment où 4 tranches nucléaires sont à l'arrêt pour des opérations de maintenance, au nom d'une sûreté non négociable à EDF et qui est de nature à rassurer tout le monde.

Le hic, c'est que cette situation intervient au plus mauvais moment dans la logique de marché forcenée que défendent nos « Élités ». Le marché se nourrit d'une raréfaction de l'offre, mais cette raréfaction est en grande partie le résultat de décisions politiques fermant des moyens de production pleinement opérationnels et pilotables (fermeture de Fessenheim, arrêt des centrales thermiques à flammes : Le Havre, Saint-Avold, Gardanne...). Cela sans donner au Service public les moyens de financer de nouveaux moyens de production.

La responsabilité de cette situation incombe donc pleinement aux pouvoirs publics qui ne doivent pas fuir leurs responsabilités et la rejeter sur d'autres.

Pour FO, il est urgent de revoir le logiciel et mettre un terme à ces décisions politiciennes concernant le secteur de l'énergie. Il faut redonner à la France son autonomie stratégique en matière d'énergie et se sortir des carcans d'un modèle européen de plus en plus déconnecté de la vie réelle.

Pour FO Énergie et Mines, assurer l'alimentation dans les prochaines semaines et pour les années à venir impose des décisions rapides. Il faut lever le verrou des « 700 » heures de fonctionnement de Cordemais. Ne pas le lever, c'est faire le choix d'importer une électricité hautement carbonée au prix de marché de 600 € le MWh, quand EDF vend un quart de sa production à 42 €...

Assurer l'avenir immédiat, ce n'est pas relever le plafond de l'ARENH de 100 à 150 TWh, dont la seule finalité est de préserver les marges des nouveaux acteurs, qui se contentent de capter la valeur ajoutée de la commercialisation et nourrissent le dumping social.

Assurer l'avenir, c'est abroger les dispositions de la loi Énergie Climat qui prévoient la fermeture de 12 tranches nucléaires supplémentaires en 2035.

Assurer l'avenir nécessite de sortir du contexte électoral et des jeux politiques. Les ministères concernés doivent parler au diapason de l'intérêt de la Nation, des usagers et de la transition énergétique.



Il faut donner un nouveau souffle à une production décarbonée d'Électricité et de Gaz.

FO Énergie et Mines exige un bilan de la déréglementation du secteur de l'énergie depuis ces trente dernières années, un débat national avec une vision long terme et dépolitisée.

C'est urgent !

Contact presse :

Jacky CHORIN

Délégué fédéral

tel. : 06 07 89 77 07

@ : jacky.chorin@fnem-fo.org

AGIR, NE PAS SUBIR !

www.fnem-fo.org